RÉGIE DES RENTES
DU QUÉBEC

Soutien aux enfants
Statistiques de l'année 2011

Québec

Rédaction
Chantale Thibault

Mise en page
Nathalie Cloutier

Coordination
Nathalie Madore

Production
Direction des communications

Date de parution
Décembre 2012

Il est possible d'obtenir, sur demande, d'autres données ne paraissant pas dans la présente publication. Ce document est disponible sur le site Web de la Régie : **www.rrq.gouv.qc.ca**.

Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie, à condition que la source soit mentionnée.

Pour tout renseignement, commentaire ou suggestion, s'adresser à :

Direction de la statistique et de l'analyse quantitative
Régie des rentes du Québec
Case postale 5200
Québec (Québec) G1K 7S9
statistiques@rrq.gouv.qc.ca

Dépôt légal
4e trimestre 2012
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN
978-2-550-66701-8 (PDF)

© Régie des rentes du Québec, 2012

Avant-propos

La Régie des rentes du Québec vous présente sa plus récente publication annuelle sur le Soutien aux enfants : *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2011*. La publication se divise en quatre parties. La première trace l'évolution historique des programmes d'aide aux familles depuis l'implantation du premier programme en 1961 jusqu'au crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE), qu'on appelle maintenant Soutien aux enfants. Les deux suivantes dressent respectivement le portrait des bénéficiaires du paiement de Soutien aux enfants (PSE) et du supplément pour enfant handicapé (SEH). Encore une fois cette année, la quatrième partie offre un complément d'information qui répond aux questions souvent posées sur le Soutien aux enfants selon les régions. Elle présente le nombre de familles bénéficiaires et d'enfants inscrits ainsi que les sommes totales versées dans les 17 régions administratives du Québec et les 104 municipalités régionales de comté (MRC) ou territoires équivalant à des MRC.

Le document *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2011* offre au lecteur un outil d'analyse complet et détaillé afin qu'il connaisse mieux les caractéristiques des familles et des enfants qui bénéficient d'une aide financière directe au Québec. La publication est aussi disponible sur le site Web de la Régie.

Nathalie Madore
La directrice de la statistique et de l'analyse quantitative

Table des matières

Principales définitions 7
Légende des tableaux 7
Production des statistiques 9
Évolution historique des programmes et des bénéficiaires 11
Le paiement de Soutien aux enfants (PSE) 22
Le supplément pour enfant handicapé (SEH) 27
Statistiques régionales 31

Liste des tableaux

Évolution historique des programmes et des bénéficiaires

1. Paramètres de l'allocation familiale, selon le rang de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973 11
2. Paramètres de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997 12
3. Paramètres de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004 12
4. Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002 13
5. Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997 14
6. Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004 15
7. Paramètres du PSE, de 2005 à 2012 16
8. Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale – 2011 17
9. Paramètres du SEH, de 2005 à 2012 18
10. Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2011 19
11. Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2011 20
12. Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2011 21
13. Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2011 21

Le paiement de Soutien aux enfants

14. Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu – décembre 2011 22
15. Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu – décembre 2011 22
16. Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée – décembre 2011 23
17. Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du bénéficiaire et son sexe – décembre 2011 24
18. Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée – décembre 2011 25
19. Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille – décembre 2011 26

Le supplément pour enfant handicapé

20. Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 20011 27
21. Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu – décembre 2011 29
22. Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant – décembre 2011 30

Statistiques régionales

23. Répartition régionale des bénéficiaires en décembre 2011 et des sommes totales versées en 2011 31
24. Répartition régionale des bénéficiaires du SAE, selon le nombre d'enfants dans la famille – décembre 2011 32

25. Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants – décembre 2011 32

26. Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap – décembre 2011 33

27. Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2011 et des sommes totales versées en 2011 34

Liste des graphiques

1. Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale en 2011 17

2. Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2011 17

Principales définitions

Âge

Âge de l'enfant au 31 décembre de l'année.

Bénéficiaire

Personne qui reçoit le paiement de Soutien aux enfants (PSE) ou le supplément pour enfant handicapé (SEH). Il s'agit de la personne qui assume principalement la charge des soins et de l'éducation de l'enfant, et qui vit habituellement avec lui. Ce droit est reconnu à une seule personne par famille. En cas de garde partagée, les deux parents sont déclarés bénéficiaires1.

Enfant

Personne qui est âgée de moins de 18 ans et qui n'est pas un conjoint à charge au sens fiscal.

Enfant handicapé

Enfant ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. Les activités de la vie quotidienne sont celles qu'un enfant accomplit, d'après son âge, pour prendre soin de lui-même et participer à la vie sociale. Il s'agit notamment des gestes pour se nourrir, se mouvoir, se vêtir, communiquer, apprendre, se rendre aux lieux de fréquentation nécessaire et s'y déplacer.

Famille bénéficiaire

Famille qui compte au moins un enfant pour lequel un paiement de Soutien aux enfants (PSE) a été effectué pour un mois donné.

Région

Endroit où réside le bénéficiaire. Sont considérées comme régions les 17 régions administratives du Québec. La catégorie « Hors du Québec » correspond aux autres provinces canadiennes et aux pays étrangers.

Revenu familial

Somme du revenu du bénéficiaire et de celui de son conjoint pour une année. Le revenu pris en compte dans le calcul du PSE est le revenu net au sens de la *Loi sur les impôts*. Puisque l'année du PSE s'échelonne de juillet à juin, le revenu utilisé pour le calcul du paiement des six premiers mois de l'année civile diffère de celui des six derniers mois. Ainsi, c'est le revenu net de 2009 qui a servi à établir le montant du paiement des mois de janvier à juin 2011 et celui de 2010 qui a servi au calcul du paiement des mois de juillet à décembre 2011.

Situation familiale

Structure de la famille. Celle-ci est dite *biparentale* si le bénéficiaire a un conjoint et *monoparentale* s'il n'en a pas.

Sommes versées

Ensemble des versements faits aux bénéficiaires pour une période donnée. Dans le calcul des débours, il est tenu compte des paiements rétroactifs, annulés et compensés à même les paiements du Soutien aux enfants. Il y a compensation lorsque le bénéficiaire a une dette envers la Régie des rentes du Québec. Le total des sommes versées est rajusté de façon à rendre compte des états financiers de la Régie.

Légende des tableaux

n. d.	données non disponibles
–	zéro ou néant
s. o.	sans objet
k$	millier de dollars
M$	million de dollars

1. Cette nouvelle disposition législative est entrée en vigueur en janvier 2007.

Production des statistiques

Les statistiques sur les prestations familiales et sur le Soutien aux enfants proviennent des fichiers administratifs de la Régie. Ces derniers sont constitués et mis à jour à l'aide des renseignements que les parents fournissent au Directeur de l'état civil, qui à son tour les fait parvenir à la Régie des rentes du Québec, et des renseignements transmis par Revenu Québec.

En général, les enfants sont inscrits dans les trois mois qui suivent leur naissance. Les statistiques officielles du mois de décembre d'une année sont donc compilées au 31 mars de l'année suivante. À cette date, 99 % des enfants dont les parents avaient droit à une aide en décembre sont inscrits.

Les statistiques sont révisées pour l'année antérieure et il est possible de tenir compte rétroactivement des enfants non inscrits. Les écarts observables entre les tableaux historiques de cette publication et ceux des publications antérieures s'expliquent ainsi.

Le fichier administratif des enfants handicapés est constitué à l'aide des renseignements recueillis par la Régie. Sa mise à jour est faite principalement au moyen de l'information obtenue directement des parents, lors d'un changement concernant le handicap de l'enfant par exemple.

La Régie peut payer rétroactivement le SEH pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande si l'enfant y avait droit à ce moment. Il en est de même pour le PSE, mais la proportion d'enfants handicapés qui sont inscrits rétroactivement est beaucoup plus grande. En effet, selon le handicap de l'enfant ou la réaction des parents, un laps de temps plus ou moins long peut s'écouler avant que la demande de supplément ne soit faite. De plus, d'autres délais sont nécessaires pour que la Régie puisse évaluer si l'enfant remplit ou non les conditions d'attribution. Il y a donc toujours possibilité qu'un enfant soit inscrit pour l'année précédente.

La proportion d'enfants handicapés non inscrits lors de la production des statistiques d'une année se situe autour de 10 %. Il est donc essentiel de faire une révision des statistiques des années antérieures. Cette révision se fait pendant deux ans. Pour assurer l'uniformité dans les séries chronologiques présentées, les statistiques qui figurent dans les tableaux historiques sont donc des projections de la situation à terme pour les deux dernières années ainsi que pour l'année en cours.

L'introduction des versements simultanés en janvier 2007 pour les enfants en garde partagée influence la présentation des tableaux statistiques. Prenons l'exemple de deux parents se partageant la garde de leur enfant. À des fins statistiques, cette situation fait qu'un demi-enfant sera compté dans chacune des deux familles. Dans les tableaux statistiques, les demi-enfants sont arrondis à l'unité près et cela fait en sorte que la somme des données individuelles des enfants ne correspond pas toujours au total.

Évolution historique des programmes et des bénéficiaires

1961-1973 – L'allocation scolaire

C'est en septembre 1961, au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi des allocations scolaires*, que le gouvernement du Québec verse les premières prestations aux parents qui ont des enfants à charge. Il accorde alors une allocation de 10 $ par mois pour les adolescents de 16 et de 17 ans qui fréquentent l'école et sont domiciliés au Québec. Les parents d'adolescents qui souffrent d'une incapacité physique ou mentale peuvent aussi bénéficier de cette allocation.

L'allocation est versée mensuellement, sauf en juillet, en août et en septembre, où elle est retenue pour être versée rétroactivement en octobre sur preuve de fréquentation scolaire. Elle complète le régime d'allocations familiales du gouvernement fédéral, qui prévoit le versement d'une prestation pour tout enfant à charge de moins de 16 ans.

L'allocation scolaire passe de 10 $ à 12 $ par mois en octobre 1973. Elle est cependant abolie en janvier 1974 en raison de l'instauration d'un nouveau programme.

1967-1973 – L'allocation familiale

En avril 1967, le Québec crée son propre programme d'allocations familiales et commence à verser une allocation semestrielle à toute famille domiciliée au Québec qui a à sa charge un enfant de moins de 16 ans. Le montant des prestations est augmenté en fonction du rang de l'enfant dans la famille, pour aider les familles nombreuses.

Les prestations varient de 15 $ par semestre pour un enfant à 142,50 $ par semestre pour six enfants. Chacun des enfants additionnels donne droit à une majoration de 35 $. Une allocation supplémentaire de 5 $ est versée pour chaque enfant âgé de 12 à 15 ans.

Tableau 1
Paramètres de l'allocation familiale, selon le rang de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973

	Montants semestriels					
	1er $	2e $	3e $	4e $	5e $	6e et + $
0-11 ans	15	17,50	20	25	30	35
12-15 ans	20	22,50	25	30	35	40

1974-1997 – Le Régime des allocations familiales du Québec

En janvier 1974, un nouveau programme, appelé *Régime des allocations familiales du Québec*, entre en vigueur. Il remplace les allocations scolaires de 1961 et les allocations familiales de 1967. Ce régime prévoit le versement d'une allocation mensuelle à la mère de tout enfant célibataire de moins de 18 ans qui est réputé avoir sa résidence principale au Québec. À défaut de la mère, l'allocation est accordée au père de cet enfant ou, s'il y consent, à sa conjointe. À défaut de la mère et du père, et sauf disposition contraire aux règlements, l'allocation est accordée à la personne qui subvient aux besoins de l'enfant. En 1979, l'application d'une disposition de la *Loi sur la refonte des lois et des règlements* entraîne la modification de l'appellation *Régime des allocations familiales du Québec*, qui devient *Loi sur les allocations familiales*.

Le 1er mai 1977, l'allocation versée par le Québec pour chaque enfant est augmentée de 27 %. Essentiellement, cette mesure concrétise une décision annoncée par le ministre des Finances dans le discours du budget, à savoir la redistribution par les allocations familiales d'une somme de 30 millions de dollars provenant d'une taxe de vente sur les vêtements d'enfants.

1980-2004 – L'allocation pour enfant handicapé

À partir du 1er janvier 1980, la Loi prévoit l'ajout d'une allocation pour tout enfant atteint d'une déficience significative et permanente sur le plan moteur, visuel, auditif ou mental et dont la condition nécessite la mise en place de mesures spécialisées en matière de réadaptation et de scolarisation. Le montant de l'allocation pour enfant handicapé est alors fixé à 60 $ par mois. Les objectifs de cette allocation sont d'encourager la garde à domicile de l'enfant handicapé et d'alléger le fardeau financier qui incombe aux parents en raison des soins qu'exige un tel enfant. Cette allocation est payable à la personne qui reçoit l'allocation familiale et pourvoit aux besoins de l'enfant.

Tableau 2
Paramètres de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997

	Montants mensuels			
Année	1er enfant $	2e enfant $	3e enfant $	4e enfant et plus $
1974	3,00	4,00	5,00	6,00
1975	3,31	4,42	5,52	6,62
1976	3,68	4,92	6,14	7,36
1977	3,98	5,32	6,64	7,96
1977 (mai)	5,05	6,76	8,43	10,11
1978	5,43	7,27	9,06	10,87
1979	5,92	7,92	9,88	11,85
1980	6,45	8,63	10,77	12,92
1981	7,09	9,48	11,84	14,20
1982	7,09	9,48	11,84	14,20
1983	7,52	10,05	12,55	15,05
1984	7,90	10,55	13,18	15,80
1985	7,90	10,55	13,18	15,80
1986	8,22	10,97	13,71	16,43
1987	8,56	11,42	14,27	17,10
1988	8,94	11,92	14,90	17,85
1989	9,31	12,41	15,51	18,58
1990	9,77	13,02	16,27	19,49
1991	10,24	13,64	17,05	20,43
1992	10,70	14,25	17,82	21,35
1993 à 1997	10,91	14,54	18,18	21,78

En janvier 1982, une modification au *Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé* introduit deux nouvelles catégories d'enfants handicapés : l'enfant atteint d'une psychopathie comme l'autisme et l'enfant atteint d'une maladie chronique, notamment l'épilepsie sévère, la fibrose kystique ou l'insuffisance rénale. Le Règlement modifie par la même occasion la définition de *handicap auditif*.

À partir de mai 1988, l'allocation pour enfant handicapé, qui auparavant n'était versée qu'à compter du mois de la réception de la demande, peut être accordée pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande.

En février 2000, une révision complète du *Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé* redéfinit l'enfant handicapé comme celui ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. La notion de permanence est donc abandonnée ainsi que l'obligation de mettre en place des mesures spécialisées. Le Règlement précise maintenant, pour 16 catégories de handicaps, les cas présumés de handicap important, les autres cas étant analysés selon d'autres critères.

Tableau 3
Paramètres de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004

	Montant mensuel
Année	$
1980	60,00
1981	65,94
1982	74,05
1983	82,34
1984	86,46
1985	86,46
1986	89,92
1987	93,61
1988	97,73
1989	101,74
1990	106,73
1991	111,85
1992	116,88
1993 à 2004	119,22

1988-2002 – L'allocation à la naissance

Le 1er mai 1988, une nouvelle allocation s'ajoute à l'allocation familiale de base : l'allocation à la naissance. Elle consiste en un paiement forfaitaire de 500 $ pour la naissance d'un premier ou d'un deuxième enfant d'une famille et en une allocation trimestrielle de 375 $ payable jusqu'à l'âge de 2 ans pour la naissance d'un troisième enfant ou de tout enfant additionnel. L'adoption donne également droit à cette allocation si l'enfant est placé dans la famille avant l'âge de 2 ans.

Le 1er mai 1989, une nouvelle disposition prévoit le versement d'une somme additionnelle de 500 $ pour le deuxième enfant à son premier anniversaire de naissance ou d'adoption s'il a été adopté avant l'âge de 2 ans. L'allocation à la naissance pour le troisième enfant et chaque enfant additionnel est prolongée jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 3 ans. L'allocation maximale passe ainsi de 3 000 $ à 4 500 $. Le versement de l'allocation est de nouveau prolongé jusqu'à l'âge de 4 ans en 1990, puis jusqu'à 5 ans en 1991, pour un maximum de 7 500 $. En mai 1992, l'allocation trimestrielle passe de 375 $ à 400 $ pour un maximum de 8 000 $ en 5 ans. Au même moment, les conditions d'attribution des allocations de 500 $ et de 1 000 $ en cas d'adoption sont assouplies. Tous les parents qui adoptent un premier ou un deuxième enfant peuvent alors bénéficier de ces prestations s'ils ont pris l'enfant en charge avant l'âge de 5 ans.

En décembre 1993, des modifications sont apportées aux conditions d'attribution des allocations pour un deuxième enfant ou un enfant additionnel. Ainsi, à partir de cette date, si un enfant change de rang dans la famille à la suite du décès d'un aîné ou s'il décède lui-même pendant la période de deux mois qui précède la date prévue du versement d'une allocation (deuxième versement de 500 $ ou versement trimestriel), la famille conserve son droit à ce versement.

L'allocation à la naissance est abolie en septembre 1997 lors de l'entrée en vigueur de la *Loi sur les prestations familiales*. Cependant, le droit à l'allocation est maintenu pour tout enfant né avant le 1er octobre 1997 et ce, jusqu'à son cinquième anniversaire. Les derniers paiements d'allocation à la naissance ont été faits pour le trimestre qui a débuté en juillet 2002.

Tableau 4
Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002

				Montants annuels			
				1er enfant	2e enfant	3e enfant et suivants	
Année	Nombre de familles[3]	Nombre d'enfants[3]	Sommes Versées k$	$	$	Par trimestre et par enfant $	Maximum par enfant $
1988[1]	74 350	76 384	47 688,7	500	500	375	3 000
1989	136 329	141 473	100 454,8	500	1 000	375	4 500
1990	166 563	175 933	136 082,8	500	1 000	375	6 000
1991	181 045	194 165	162 946,8	500	1 000	375	7 500
1992	185 112	199 801	177 168,8	500	1 000	400	8 000
1993	185 172	200 566	182 326,1	500	1 000	400	8 000
1994	184 520	200 490	186 361,5	500	1 000	400	8 000
1995	182 534	198 771	184 107,4	500	1 000	400	8 000
1996	177 556	193 573	189 461,0	500	1 000	400	8 000
1997[2]	162 218	177 184	177 309,5	500	1 000	400	8 000
1998	89 545	98 739	119 618,3	-	-	-	-
1999	52 040	57 210	80 139,3	-	-	-	-
2000	37 553	39 817	53 106,4	-	-	-	-
2001	25 233	25 966	28 124,9	-	-	-	-
2002	10 450	10 574	5 912,5	-	-	-	-

1. Mesure instaurée en mai 1988.
2. Mesure abrogée en septembre 1997 avec maintien des droits acquis.
3. Données de décembre.

1989-1997 – L'allocation pour jeune enfant

En janvier 1989, une nouvelle allocation est accordée pour tout enfant âgé de moins de six ans. Il s'agit de l'allocation pour jeune enfant. Elle remplace l'allocation de disponibilité instaurée en 1981 et administrée par le ministère du Revenu. Cette dernière était versée annuellement à toute personne bénéficiaire d'allocations familiales ayant à sa charge un ou plusieurs enfants de moins de six ans et qui en faisait la demande en produisant une déclaration de revenus.

Au moment où l'allocation de disponibilité a été versée pour la première fois, une famille avait droit à 300 $ pour le premier enfant de moins de 6 ans, à 200 $ pour le deuxième enfant et à 100 $ pour chacun des enfants suivants. En 1988, la dernière année où l'allocation de disponibilité a été versée, les sommes auxquelles une famille avait droit étaient réparties de la façon suivante : 100 $ pour le premier enfant de moins de 6 ans, 200 $ pour le deuxième et 500 $ pour chacun des enfants suivants.

L'allocation pour jeune enfant consiste en une prestation mensuelle pour tout enfant de moins de six ans qui donne droit à l'allocation familiale. Le montant de la prestation est déterminé d'après le rang que l'enfant occupe dans la famille parmi tous les enfants de moins de 18 ans et non plus seulement parmi les enfants de moins de 6 ans. Les sommes sont versées sous forme de supplément à l'allocation familiale mensuelle. Le premier enfant donne droit à 8,34 $ par mois, soit 100 $ par année; le deuxième, à 16,67 $, soit 200 $ par année, et chaque enfant additionnel de moins de 6 ans, à 41,67 $, soit 500 $ par année.

Toujours en 1989, la *Loi sur les allocations familiales* devient la *Loi sur les allocations d'aide aux familles*. Ainsi, le nom de la nouvelle loi inclut les quatre catégories d'aide offertes, soit l'allocation familiale, l'allocation pour enfant handicapé, l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant.

Tableau 5
Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997

				Montants mensuels		
Année	Nombre de familles[2]	Nombre d'enfants[2]	Sommes versées k$	1er enfant $	2e enfant $	3e enfant et suivants $
1989	396 747	520 655	106 067,5	8,34	16,67	41,67
1990	401 048	530 413	111 301,7	8,75	17,49	43,71
1991	406 379	541 988	118 165,5	9,17	18,33	45,81
1992	411 353	553 420	126 167,2	9,58	19,15	47,87
1993	415 510	562 097	132 437,7	9,77	19,53	48,83
1994	417 348	565 439	135 321,5	9,77	19,53	48,83
1995	415 118	561 238	136 191,3	9,77	19,53	48,83
1996	405 864	546 111	135 939,0	9,77	19,53	48,83
1997[1]	-	-	93 322,3	9,77	19,53	48,83

1. Mesure abrogée en septembre 1997.
2. Données de décembre.

Tableau 6
Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004

	Allocation annuelle maximale			Seuils de réduction			Taux de réduction			Allocation annuelle minimale[2]		
	1er enfant[1] $	2e enfant $	3e enfant et suivants $	1er seuil $	2e seuil $	3e seuil $	1er taux %	2e taux %	3e taux %	1er enfant $	2e enfant $	3e enfant et suivants $
Famille biparentale												
Septembre 1997	975	975	398	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	398
Juillet 1998	975	975	975	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	975
Août 1999	795	795	795	21 825	-	-	25	-	-	131	174	975
Août 2000 à décembre 2004	625	625	625	21 825	-	-	25	-	-	80	80	975
Famille monoparentale												
Septembre 1997	2 275	975	398	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	398
Juillet 1998	2 275	975	975	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	975
Août 1999	2 095	795	795	15 332	20 921	-	35	25	-	131	174	975
Août 2000 à décembre 2004	1 925	625	625	15 332	21 214	-	35	25	-	80	80	975

1. Inclut le supplément de 1 300 $ pour les familles monoparentales.
2. L'allocation annuelle minimale est réduite de 5 $ pour chaque tranche de 100 $ de revenu excédant 50 000 $ (taux de réduction de 5 %).

1997-2004 – Les prestations familiales

En septembre 1997, la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* est abolie pour faire place à la *Loi sur les prestations familiales*. Plusieurs changements sont apportés : l'allocation familiale varie désormais selon le revenu familial (allocation sélective), alors qu'elle était jusqu'à ce jour universelle; l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant sont abolies. Toutefois, les droits acquis en vertu de la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* sont maintenus pour les enfants nés au plus tard le 30 septembre 1997. Par exemple, une famille dont le troisième enfant est né le 30 septembre 1997 conserve son droit à l'allocation à la naissance jusqu'au cinquième anniversaire de l'enfant. Pour ce qui est de l'allocation pour enfant handicapé, elle continue d'être versée en même temps que la nouvelle allocation familiale.

La nouvelle allocation familiale est déterminée en fonction de la situation familiale, du nombre d'enfants et du revenu familial net de l'année précédente. Le montant est établi pour une période de 12 mois débutant le 1er juillet.

L'allocation maximale est fixée en 1997 à 975 $ par année pour un premier enfant, à 975 $ pour un deuxième enfant et à 398 $ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Les familles monoparentales ont droit à un supplément de 1 300 $ par année. L'allocation maximale est réduite lorsque le revenu familial excède 21 825 $ pour une famille biparentale ou 15 332 $ pour une famille monoparentale. Les taux de réduction de l'allocation maximale sont de 50 % de 15 332 $ à 20 921 $[2], de 30 % jusqu'à 25 921 $[3], puis de 50 % jusqu'à 50 000 $. L'allocation maximale ne peut toutefois être réduite en deçà d'un certain seuil pour les familles qui ont un revenu de moins de 50 000 $. L'allocation minimale est de 131 $ par année pour un premier enfant, de 174 $ pour un deuxième enfant et de 398 $ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Elle est réduite à un taux de 5 % jusqu'à réduction complète pour les familles qui ont un revenu de 50 000 $ ou plus.

En raison des modifications apportées au programme d'allocation familiale en 1997, l'allocation familiale vise désormais à couvrir les besoins essentiels des enfants de moins de 18 ans des familles à faible revenu, en tenant compte de la prestation fiscale canadienne pour enfants.

2. Le seuil étant fixé à 21 825 $ pour les familles biparentales, l'allocation commence à être réduite à un taux de 30 %.
3. Le seuil de 25 921 $ augmente de 1 231 $ par enfant pour les familles de quatre enfants ou plus.

La situation actuelle – Le Soutien aux enfants

Le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) est entré en vigueur en janvier 2005. Il fait suite au *Discours sur le budget 2004-2005*.

Le CIRSE a remplacé le programme des prestations familiales, le crédit d'impôt non remboursable pour enfant mineur à charge et la réduction d'impôt à l'égard de la famille. En 2011, le CIRSE a été renommé Soutien aux enfants. Cette mesure comprend le paiement de Soutien aux enfants (PSE) et le supplément pour enfant handicapé (SEH), et s'adresse à toutes les familles québécoises ayant des enfants âgés de moins de 18 ans.

En janvier 2007, un changement a été apporté dans le versement des prestations pour les familles ayant un ou des enfants en garde partagée. L'aide est désormais divisée en deux et versée simultanément aux deux parents qui se partagent la garde d'un ou de plusieurs enfants, alors qu'auparavant ils la recevaient en alternance tous les six mois.

Le PSE

Le PSE varie selon le revenu familial, la situation familiale et le nombre d'enfants dans la famille.

Pour l'année 2011, le montant maximal payable à une famille est obtenu par l'addition d'un crédit de 2 204 $ pour le premier enfant, de 1 102 $ pour chacun des deuxième et troisième enfants, et de 1 652 $ pour chacun des enfants suivants. Un crédit de 772 $ s'ajoute s'il s'agit d'une famille monoparentale. Ce crédit total maximal est réduit de 4 $ pour chaque tranche de 100 $ (taux de réduction de 4 %) de revenu familial excédant 44 788 $ (32 856 $ pour une famille monoparentale), jusqu'à concurrence des sommes correspondant aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants mineurs à charge, soit 619 $ pour le premier enfant, 571 $ pour chacun des autres enfants et un supplément de 309 $ pour une famille monoparentale.

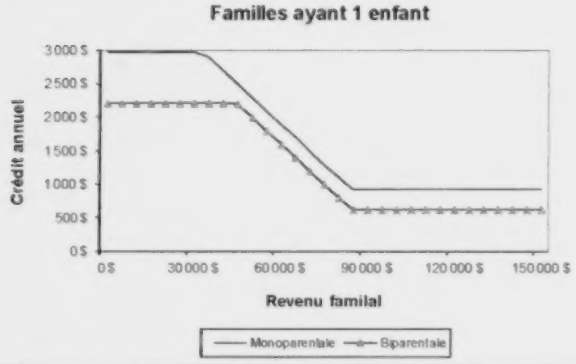
Tableau 7
Paramètres du PSE, de 2005 à 2012

	Maximum par année					Minimum par année			Seuils de réduction		
Année	Suppl. monoparental $	1er enfant $	2e enfant $	3e enfant $	4e enfant et + $	Suppl. monoparental $	1er enfant $	2e enfant et + $	Famille biparentale $	Famille monoparentale $	Taux de réduction %
2005	700	2 000	1 000	1 000	1 500	280	561	517	42 800	31 600	4
2006	717	2 049	1 024	1 024	1 536	287	575	530	43 094	31 680	4
2007	732	2 091	1 045	1 045	1 567	293	587	541	43 437	31 832	4
2008	741	2 116	1 058	1 058	1 586	297	594	548	43 654	31 984	4
2009	758	2 166	1 083	1 083	1 623	304	608	561	44 599	32 696	4
2010	762	2 176	1 088	1 088	1 631	305	611	564	44 788	32 856	4
2011	772	2 204	1 102	1 102	1 652	309	619	571	44 788	32 856	4
2012	793	2 263	1 131	1 131	1 696	317	635	586	45 152	32 856	4

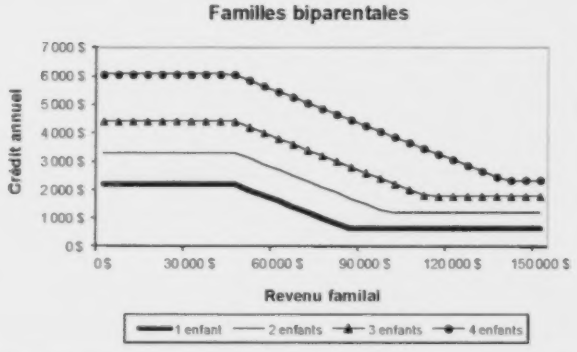
Tableau 8
Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale - 2011

	Situation familiale							
	Famille biparentale				Famille monoparentale			
Revenu familial	1 enfant $	2 enfants $	3 enfants $	4 enfants $	1 enfant $	2 enfants $	3 enfants $	4 enfants $
Moins de 30 000 $	2 204	3 306	4 408	6 060	2 976	4 078	5 180	6 832
30 000 $	2 204	3 306	4 408	6 060	2 976	4 078	5 180	6 832
40 000 $	2 204	3 306	4 408	6 060	2 690	3 792	4 894	6 546
50 000 $	1 996	3 098	4 200	5 852	2 290	3 392	4 494	6 146
60 000 $	1 596	2 698	3 800	5 452	1 890	2 992	4 094	5 746
70 000 $	1 196	2 298	3 400	5 052	1 490	2 592	3 694	5 346
80 000 $	796	1 898	3 000	4 652	1 090	2 192	3 294	4 946
90 000 $	619	1 498	2 600	4 252	928	1 792	2 894	4 546
100 000 $	619	1 190	2 200	3 852	928	1 499	2 494	4 146
125 000 $	619	1 190	1 761	2 852	928	1 499	2 070	3 146
150 000 $	619	1 190	1 761	2 332	928	1 499	2 070	2 641
175 000 $	619	1 190	1 761	2 332	928	1 499	2 070	2 641
200 000 $	619	1 190	1 761	2 332	928	1 499	2 070	2 641

Graphique 1
Structure du programme
Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale en 2011



Graphique 2
Structure du programme
Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2011



Le SEH

Le SEH remplace l'allocation pour enfant handicapé depuis janvier 2005. Ce supplément est une somme uniforme versée aux parents de chaque enfant admissible au PSE et reconnu handicapé. L'enfant est reconnu comme tel s'il est limité de façon importante dans ses activités quotidiennes pour une période prévisible d'au moins un an.

Le SEH s'ajoute au PSE. Les parents cessent d'avoir droit au SEH lorsque l'enfant n'est plus reconnu handicapé, lorsqu'il atteint 18 ans ou lorsque la famille perd son droit au PSE.

Le SEH a été augmenté en janvier 2006 par l'intégration du crédit d'impôt non remboursable pour enfant à charge ayant une déficience. Cela fait suite au *Discours sur le budget 2005-2006*. La majoration est de 450 $ (20 % de 2 250 $) par année par enfant, soit 37,50 $ par mois. Cette majoration, ajoutée à l'indexation annuelle au coût de la vie, a fait passer la valeur du supplément de 121 $ en 2005 à 161,50 $ en 2006.

En 2011, le montant mensuel du SEH a été augmenté à 174 $ en raison de l'indexation.3

Tableau 9
Paramètres du SEH – 2005 à 2012

Année	Montant mensuel $	Montant annuel $
2005	121,00	1452
2006[1]	161,50	1938
2007	165,00	1980
2008	167,00	2004
2009	171,00	2052
2010	172,00	2064
2011	174,00	2088
2012	179,00	2148

1. Intégration en janvier 2006 du crédit d'impôt non remboursable pour l'enfant à charge ayant une déficience.

Les dispositions administratives

Indexation annuelle

Les paramètres du Soutien aux enfants (montants minimal et maximal, suppléments pour famille monoparentale) sont indexés chaque année selon le taux d'indexation utilisé dans le régime fiscal. Le taux d'indexation pour 2011 a été de 1,27 %. Les seuils de réduction des montants maximaux sont revalorisés chaque année pour s'harmoniser avec les seuils de sortie de la prime au travail.

Mode de paiement

Le Soutien aux enfants est versé par anticipation sur une base trimestrielle en janvier, en avril, en juillet et en octobre, à moins que le bénéficiaire ne demande à le recevoir sur une base mensuelle. En décembre 2011, 25 % des familles bénéficiaires avaient opté pour le versement mensuel.

Le bénéficiaire a aussi le choix de recevoir ses paiements par la poste ou par dépôt direct dans un établissement financier. En décembre 2011, 72 % des familles bénéficiaires avaient choisi le dépôt direct.

Le Soutien aux enfants peut également être rétroactif et couvrir jusqu'à 11 mois précédant la demande. Il se termine le mois où l'enfant atteint l'âge de 18 ans, s'il a conservé son droit au paiement jusqu'à cette date. Pour que les parents aient droit au Soutien aux enfants pour un mois donné, un enfant doit satisfaire aux conditions d'attribution le dernier jour du mois en question.

Administration

L'administration du Soutien aux enfants relève de la ministre de la Famille. La Régie effectue le versement du Soutien aux enfants pour le compte du ministre du Revenu. Elle doit produire au plus tard le 30 juin de chaque année un rapport d'activité pour l'année financière précédente; la ministre de la Famille doit déposer ce rapport à l'Assemblée nationale.

Toute personne qui désire recevoir le Soutien aux enfants doit en faire la demande à la Régie suivant les modalités prévues au *Règlement sur les prestations familiales*. Jusqu'en janvier 2007, la Régie considérait qu'une demande de prestation fiscale pour enfants adressée au gouvernement fédéral équivalait à une demande de PSE. L'Agence du revenu du Canada fournissait les renseignements nécessaires à la Régie si l'enfant était réputé avoir sa résidence au Québec.

Depuis janvier 2007, les parents doivent aviser directement la Régie de tout changement à la situation familiale à l'exception d'une naissance au Québec. Dans ce cas, la déclaration au Directeur de l'état civil génère une inscription automatique à la Régie.

En ce qui concerne le SEH, une demande doit être adressée directement à la Régie.

Financement

Les sommes requises pour le Soutien aux enfants sont prises à même les recettes fiscales perçues en vertu de la *Loi sur les impôts*.

Imposition du Soutien aux enfants

Les sommes reçues à titre de pour le PSE et le SEH sont par définition non imposables, puisqu'elles constituent un crédit d'impôt remboursable.

Tableau 10
Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2011

	Allocation familiale (AF)			Allocation pour enfant handicapé (AEH)			Sous-total (AF+AEH)	Total des sommes versées	Moyenne par famille
Année	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées k$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées k$	Sommes versées k$	k$	$
1974	922 459	1 985 309	92 292,4	s. o.	s. o.	s. o.	92 292,4	**92 292,4**	100
1975	942 155	1 972 520	100 990,9	s. o.	s. o.	s. o.	100 990,9	**100 990,9**	107
1976	955 683	1 937 200	110 427,4	s. o.	s. o.	s. o.	110 427,4	**110 427,4**	116
1977	958 269	1 885 747	135 568,3	s. o.	s. o.	s. o.	135 568,3	**135 568,3**	141
1978	959 894	1 839 932	151 423,8	s. o.	s. o.	s. o.	151 423,8	**151 423,8**	158
1979	961 376	1 800 895	159 400,2	s. o.	s. o.	s. o.	159 400,2	**159 400,2**	166
1980	961 545	1 765 643	168 749,4	4 817[1]	4 966	3 879,3	172 628,7	**172 628,7**	180
1981	958 913	1 732 854	180 510,1	5 723	5 910	5 621,6	186 131,7	**186 131,7**	194
1982	953 149	1 697 645	176 069,6	9 302	9 625	8 082,5	184 152,1	**184 152,1**	193
1983	943 799	1 665 811	181 717,9	10 655	11 025	10 841,4	192 559,3	**192 559,3**	204
1984	937 897	1 645 424	187 328,6	12 097	12 516	13 009,9	200 338,5	**200 338,5**	214
1985	936 000	1 633 761	185 107,1	13 724	14 208	14 537,9	199 645,0	**199 645,0**	213
1986	935 821	1 625 412	191 203,7	14 974	15 548	17 079,6	208 283,3	**208 283,3**	223
1987	934 894	1 616 961	197 653,7	16 284	16 924	19 057,1	216 710,8	**216 710,8**	232
1988	938 908	1 619 106	205 179,6	20 168	21 064	21 646,4	226 826,0	**274 514,7**[2]	292
1989	943 045	1 624 738	213 726,6	22 426	23 516	27 068,2	240 794,8	**447 317,1**[3]	474
1990	953 189	1 642 208	225 888,5	25 619	27 057	33 294,7	259 183,2	**506 567,1**[3]	531
1991	962 400	1 657 643	239 768,0	28 954	30 797	38 614,1	278 382,1	**559 494,4**[3]	581
1992	968 532	1 668 391	254 482,8	31 329	33 489	46 269,0	300 751,8	**604 087,8**[3]	624
1993	969 445	1 670 895	258 537,5	30 968	33 017	49 625,5	308 163,0	**622 926,8**[3]	643
1994	967 858	1 670 011	258 792,7	27 568	28 994	45 099,6	303 892,3	**625 575,3**[3]	646
1995	963 361	1 664 019	258 031,7	24 831	26 006	38 509,8	296 541,5	**616 840,2**[3]	640
1996	953 791	1 650 338	257 908,2	23 509	24 569	36 321,1	294 229,3	**619 629,3**[3]	650
1997	680 017[4]	1 200 262[4]	413 181,5[4]	22 993	24 024	35 001,6	448 183,1	**718 814,9**[3]	1 057
1998	660 939	1 179 947	778 142,6	23 273	24 407	34 272,2	812 414,8	**932 033,1**[3]	1 410
1999	629 815	1 125 985	762 143,6	24 066	25 301	35 248,5	797 392,1	**877 531,4**[3]	1 393
2000	586 953	1 047 699	632 492,3	24 772	26 098	37 043,1	669 535,4	**722 641,8**[3]	1 231
2001	554 007	989 020	541 984,1	25 286	26 694	38 202,5	580 186,6	**608 311,5**[3]	1 098
2002	538 660	959 313	516 817,2	25 819	27 336	38 296,1	555 113,3	**561 025,8**[3]	1 042
2003	516 230	918 470	496 458,7	26 918	28 586	39 688,3	536 147,0	**536 147,0**	1 039
2004	503 520	893 280	480 943,9	28 122	29 974	42 332,1	523 276,0	**523 276,0**	1 039
	Paiement de Soutien aux enfants (PSE)			Supplément pour enfant handicapé (SEH)			Sous-total (PSE+SEH)		
2005	873 108	1 494 566[5]	1 973 541,2	29 585	31 541	41 819,1	2 015 360,3	**2 029 711,1**[7]	2 325
2006	874 996	1 494 661	2 036 803,4	30 803	32 883	61 706,1	2 098 509,5	**2 102 015,3**[7]	2 402
2007	886 336	1 486 998	2 054 879,8	31 978	33 631	65 532,2	2 120 412,0	**2 121 587,4**[7]	2 394
2008	887 085	1 487 599	2 041 462,2	33 030[6]	34 702[6]	68 217,3	2 109 679,5	**2 109 936,3**[7]	2 379
2009	884 110	1 482 240	2 062 689,2	33 870[6]	35 670[6]	72 559,2	2 135 248,3	**2 135 599,6**[7]	2 416
2010	882 490[6]	1 476 910[6]	2 049 741,3	34 800[6]	36 310[6]	74 391,7	2 124 133,0	**2 124 238,5**[7]	2 407
2011	882 550[6]	1 479 060[6]	2 053 341,6	36 540[6]	38 270[6]	77 553,9	2 130 895,5	**2 130 940,1**[7]	2 415

1. Estimation.
2. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance (voir le détail au tableau 4).
3. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant (voir le détail aux tableaux 4 et 5).
4. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.
5. L'augmentation du nombre d'enfants inscrits en 2005 est due au passage d'un programme sélectif, soit l'ancien Programme d'allocation familiale, à un programme universel, le paiement de Soutien aux enfants.
6. Données projetées.
7. Comprend les sommes versées rétroactivement au cours de l'année en vertu de l'ancienne *Loi sur les prestations familiales* (allocation familiale ou allocation pour enfant handicapé).

Tableau 11
Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2011

	Allocation familiale				Allocation pour enfant handicapé			
Année	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants
1974	1 024 419	960 890	1 985 309	2,15	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1975	1 017 820	954 700	1 972 520	2,09	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1976	1 001 532	935 668	1 937 200	2,03	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1977	974 931	910 816	1 885 747	1,97	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1978	951 245	888 687	1 839 932	1,92	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1979	931 063	869 832	1 800 895	1,87	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1980	914 603	851 040	1 765 643	1,84	2 791	2 175	4 966	1,03
1981	897 618	835 236	1 732 854	1,81	3 323	2 587	5 910	1,03
1982	879 380	818 265	1 697 645	1,78	5 452	4 173	9 625	1,03
1983	862 890	802 921	1 665 811	1,77	6 250	4 775	11 025	1,03
1984	853 975	791 449	1 645 424	1,75	7 097	5 419	12 516	1,03
1985	848 949	784 812	1 633 761	1,75	8 113	6 095	14 208	1,04
1986	844 481	780 931	1 625 412	1,74	8 937	6 611	15 548	1,04
1987	840 374	776 587	1 616 961	1,73	9 722	7 202	16 924	1,04
1988	837 434	781 672	1 619 106	1,72	12 173	8 891	21 064	1,04
1989	839 971	784 767	1 624 738	1,72	13 688	9 828	23 516	1,05
1990	847 997	794 211	1 642 208	1,72	15 886	11 171	27 057	1,06
1991	853 901	803 742	1 657 643	1,72	18 220	12 577	30 797	1,06
1992	859 217	809 174	1 668 391	1,72	19 962	13 527	33 489	1,07
1993	860 352	810 543	1 670 895	1,72	19 611	13 406	33 017	1,07
1994	859 513	810 498	1 670 011	1,73	17 217	11 777	28 994	1,05
1995	855 685	808 334	1 664 019	1,73	15 289	10 717	26 006	1,05
1996	848 004	802 334	1 650 338	1,73	14 469	10 100	24 569	1,05
1997 [1]	616 668	583 594	1 200 262	1,77	14 224	9 800	24 024	1,04
1998	605 822	574 125	1 179 947	1,79	14 543	9 864	24 407	1,05
1999	577 624	548 361	1 125 985	1,79	15 203	10 098	25 301	1,05
2000	537 651	510 048	1 047 699	1,78	15 832	10 266	26 098	1,05
2001	506 378	482 642	989 020	1,79	16 344	10 350	26 694	1,06
2002	491 360	467 953	959 313	1,78	16 880	10 456	27 336	1,06
2003	471 130	447 340	918 470	1,78	17 905	10 681	28 586	1,06
2004	458 208	435 072	893 280	1,77	19 053	10 921	29 974	1,07
	Paiement de Soutien aux enfants				Supplément pour enfant handicapé			
2005	764 144	730 422	1 494 566	1,71	20 306	11 235	31 541	1,07
2006	763 584	731 077	1 494 661	1,71	21 408	11 475	32 883	1,07
2007	759 428	727 570	1 486 998	1,68	22 100	11 531	33 631	1,05
2008	759 749	727 850	1 487 599	1,68	22 976	11 726	34 702	1,05
2009	757 218 [2]	725 022 [2]	1 482 240 [2]	1,68	23 715 [2]	11 955 [2]	35 670 [2]	1,05
2010	754 495 [2]	722 415 [2]	1 476 910 [2]	1,67	24 221 [2]	12 089 [2]	36 310 [2]	1,04
2011	755 593 [2]	723 467 [2]	1 479 060 [2]	1,68	25 490 [2]	12 780 [2]	38 270 [2]	1,05

1. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

2. Données projetées.

La baisse du nombre moyen d'enfants par famille en 2007 est due à l'augmentation du nombre de familles. En effet, depuis janvier 2007, les familles ayant un ou des enfants en garde partagée comptent pour deux familles distinctes, alors que le nombre d'enfants reste inchangé.

Tableau 12
Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2011

Âge de l'enfant	1975	1980	1985	1990	1995	2000[1]	2005	2010[2]	2011[2]
Moins de 1 an	86 634	94 788	84 054	96 523	87 156	47 856	73 944	86 130	85 430
1 an	89 535	97 636	87 724	91 036	89 891	50 947	72 374	88 090	87 480
2 ans	88 084	93 513	87 418	86 306	92 324	52 481	72 790	87 500	89 180
3 ans	87 042	93 992	90 328	83 843	96 500	54 792	72 439	84 840	88 440
4 ans	92 544	92 965	94 401	85 559	97 419	58 523	73 807	81 980	85 680
5 ans	94 209	92 123	95 863	87 146	97 948	60 530	72 702	78 000	82 700
6 ans	95 922	88 252	97 142	89 350	92 286	61 816	73 904	75 410	78 510
7 ans	96 904	86 660	93 143	88 839	87 666	62 814	76 418	75 410	75 970
8 ans	100 034	85 279	93 343	91 842	85 183	65 153	80 655	74 780	75 890
9 ans	108 101	90 475	92 564	95 908	86 929	65 990	85 330	75 870	75 230
10 ans	118 850	92 273	91 481	97 262	88 597	66 101	88 249	74 700	76 380
11 ans	126 570	93 745	87 871	98 436	90 679	62 519	90 467	75 710	75 190
12 ans	129 321	94 870	86 141	94 495	90 097	58 565	92 570	78 190	76 130
13 ans	130 672	97 965	84 786	94 605	93 016	56 430	95 967	81 740	78 560
14 ans	131 876	105 860	89 750	93 574	96 805	56 227	96 965	86 320	82 000
15 ans	133 119	116 064	91 490	92 457	97 958	56 141	97 411	88 900	86 460
16 ans	134 341	123 688	92 834	88 626	98 946	55 963	91 886	91 040	88 980
17 ans	128 762	125 495	93 428	86 401	94 619	54 851	86 688	92 300	90 850
Total	**1 972 520**	**1 765 643**	**1 633 761**	**1 642 208**	**1 664 019**	**1 047 699**	**1 494 566**	**1 476 910**	**1 479 060**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).

2. Données projetées.

Tableau 13
Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2011

	1975	1980	1985	1990	1995	2000[1]	2005	2010[2]	2011[2]
1 enfant	355 433	408 963	417 528	432 806	441 521	272 091	408 890	409 200	404 800
2 enfants	323 850	368 676	374 565	384 031	380 771	205 056	344 574	349 400	350 800
3 enfants	155 526	135 503	116 298	111 442	112 471	83 175	93 773	96 200	98 500
4 enfants ou plus	107 346	48 403	27 609	24 910	28 598	26 631	25 871	27 690	28 450
Total	**942 155**	**961 545**	**936 000**	**953 189**	**963 361**	**586 953**	**873 108**	**882 490**	**882 550**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).

2. Données projetées.

Le paiement de Soutien aux enfants

Tableau 14
Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu – décembre 2011

Situation familiale	Revenu familial Moins de 25 000 $ $	25 000 $ - 49 999 $ $	50 000 $ - 74 999 $ $	75 000 $ ou plus $	Total $
Familles biparentales					
1 enfant	25 232	48 420	63 137	119 846	256 635
2 enfants	23 434	44 527	61 505	139 505	268 971
3 enfants	10 563	16 060	17 547	35 471	79 641
4 enfants ou plus	5 502	6 234	4 587	7 087	23 410
Sous-total	**64 731**	**115 241**	**146 776**	**301 909**	**628 657**
Familles monoparentales					
1 enfant	72 069	45 611	16 634	6 306	140 620
2 enfants	35 995	24 712	10 185	4 417	75 309
3 enfants	10 404	4 283	1 628	709	17 024
4 enfants ou plus	3 411	758	212	93	4 474
Sous-total	**121 879**	**75 364**	**28 659**	**11 525**	**237 427**
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	97 301	94 031	79 771	126 152	397 255
2 enfants	59 429	69 239	71 690	143 922	344 280
3 enfants	20 967	20 343	19 175	36 180	96 665
4 enfants ou plus	8 913	6 992	4 799	7 180	27 884
Total [1]	**186 610**	**190 605**	**175 435**	**313 434**	**866 084**

1. Données réelles au 31 décembre 2011.

Tableau 15
Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu – décembre 2011

Situation familiale	Revenu familial Moins de 25 000 $ $	25 000 $ - 49 999 $ $	50 000 $ - 74 999 $ $	75 000 $ ou plus $	Total $
Familles biparentales					
1 enfant	183	181	123	54	108
2 enfants	275	272	214	113	177
3 enfants	366	363	305	178	268
4 enfants ou plus	575	559	471	303	468
Sous-total	**280**	**262**	**194**	**102**	**171**
Familles monoparentales					
1 enfant	238	213	136	70	210
2 enfants	321	276	188	110	276
3 enfants	413	364	257	162	375
4 enfants ou plus	595	526	395	246	566
Sous-total	**287**	**245**	**163**	**93**	**250**
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	224	196	126	55	144
2 enfants	303	273	210	113	198
3 enfants	389	363	301	178	287
4 enfants ou plus	583	556	468	302	484
Total [1]	**285**	**255**	**189**	**101**	**192**

1. Données réelles au 31 décembre 2011.

Près des trois quarts (73 %) des familles bénéficiaires du PSE sont des familles biparentales. Elles reçoivent toutefois un PSE moyen nettement inférieur à celui des familles monoparentales en raison d'un revenu annuel moyen plus élevé et de la somme additionnelle versée aux familles monoparentales.

Les familles qui gagnent moins de 25 000 $ représentent environ le quart (22 %) des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE plus élevé que la moyenne. À l'opposé, celles qui gagnent 75 000 $ ou plus constituent un peu plus du tiers (36 %) des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE nettement inférieur à la moyenne.

Tableau 16
Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée – décembre 2011

	Somme versée							
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
Situation familiale	Nombre de familles	Revenu annuel moyen $	Nombre de familles	Revenu annuel moyen $	Nombre de familles	Revenu annuel moyen $	Nombre de familles	Revenu annuel moyen $
Familles biparentales								
1 enfant	62 029	27 217	97 142	64 734	97 464	137 340	256 635	83 240
2 enfants	57 175	27 102	125 448	71 256	86 348	153 804	268 971	88 371
3 enfants ou plus	33 789	25 471	51 095	75 735	18 167	194 806	103 051	80 245
Sous-total	**152 993**	**26 788**	**273 685**	**69 777**	**201 979**	**149 547**	**628 657**	**84 944**
Familles monoparentales								
1 enfant	90 971	15 935	45 468	49 326	4 181	128 073	140 620	30 066
2 enfants	45 879	15 863	27 720	51 998	1 710	152 787	75 309	32 273
3 enfants ou plus	16 129	13 099	5 139	53 002	230	184 914	21 498	24 476
Sous-total	**152 979**	**15 614**	**78 327**	**50 513**	**6 121**	**137 113**	**237 427**	**30 260**
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	153 000	20 509	142 610	59 822	101 645	136 958	397 255	64 417
2 enfants	103 054	22 099	153 168	67 771	88 058	153 784	344 280	76 100
3 enfants ou plus	49 918	21 474	56 234	73 658	18 397	194 682	124 549	70 619
Total[1]	**305 972**	**21 202**	**352 012**	**65 491**	**208 100**	**149 181**	**866 084**	**69 953**

1. Données réelles au 31 décembre 2011.

Le tableau 16 indique que 305 972 familles (35 % des familles) touchent la somme maximale du PSE. Le revenu moyen de ces familles est de 21 202 $, le maximum de revenu qui permet le PSE maximal étant de 44 788 $ pour les familles biparentales et de 32 856 $ pour les familles monoparentales en 2011. À l'opposé, 24 % des familles touchent la somme minimale. Rappelons que cette somme correspond aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants à charge de moins de 18 ans. Le revenu moyen de ces familles est de 149 181 $.

Tableau 17
Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du bénéficiaire et son sexe – décembre 2011

	Âge du bénéficiaire				Sexe du bénéficiaire		
Situation familiale	**Moins de 25 ans**	**25-34 ans**	**35-44 ans**	**45 ans ou plus**	**Femme**	**Homme**	**Total**
Familles biparentales							
1 enfant	12 582	78 649	78 615	86 789	250 210	6 425	256 635
2 enfants	4 270	87 067	135 521	42 113	263 079	5 892	268 971
3 enfants	700	26 000	44 648	8 293	76 978	2 663	79 641
4 enfants ou plus	118	7 992	13 371	1 929	22 382	1 028	23 410
Sous-total	**17 670**	**199 708**	**272 155**	**139 124**	**612 649**	**16 008**	**628 657**
Familles monoparentales							
1 enfant	9 129	31 824	51 356	48 311	115 041	25 579	140 620
2 enfants	1 820	19 219	38 570	15 700	62 030	13 279	75 309
3 enfants	236	5 208	9 188	2 392	14 707	2 317	17 024
4 enfants ou plus	27	1 634	2 354	459	4 020	454	4 474
Sous-total	**11 212**	**57 885**	**101 468**	**66 862**	**195 798**	**41 629**	**237 427**
Familles biparentales et monoparentales							
1 enfant	21 711	110 473	129 971	135 100	365 251	32 004	397 255
2 enfants	6 090	106 286	174 091	57 813	325 109	19 171	344 280
3 enfants	936	31 208	53 836	10 685	91 685	4 980	96 665
4 enfants ou plus	145	9 626	15 725	2 388	26 402	1 482	27 884
Total[1]	**28 882**	**257 593**	**373 623**	**205 986**	**808 447**	**57 637**	**866 084**

1. Données réelles au 31 décembre 2011.

Dans 93 % des familles, le PSE est versé à la mère.

Un peu plus des trois quarts (76 %) des bénéficiaires du PSE sont âgés de moins de 45 ans. Seulement 3 % des familles ont un bénéficiaire de moins de 25 ans.

Tableau 18

Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée – décembre 2011

	Somme versée							
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
Situation familiale	Dépôt direct %	Paiement Mensuel %	Dépôt direct %	Paiement Mensuel %	Dépôt direct %	Paiement Mensuel %	Dépôt direct %	Paiement Mensuel %
Familles biparentales								
1 enfant	74	25	66	16	54	6	63	14
2 enfants	82	32	71	22	59	6	70	19
3 enfants ou plus	86	42	79	31	63	8	78	31
Sous-total	80	31	71	22	57	6	68	19
Familles monoparentales								
1 enfant	84	49	75	24	59	6	80	39
2 enfants	88	57	76	28	60	5	83	45
3 enfants ou plus	92	66	82	35	63	8	89	58
Sous-total	86	53	76	26	59	6	82	43
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	79	39	69	19	54	6	69	23
2 enfants	85	43	72	23	59	6	72	24
3 enfants ou plus	88	50	79	31	63	8	80	35
Total[1]	83	42	72	23	57	6	72	25

1. Données réelles au 31 décembre 2011.

La majorité des bénéficiaires du PSE (72 %) optent pour le dépôt direct, et une famille sur quatre (25 %) demande à recevoir son paiement chaque mois plutôt que tous les trimestres.

Ces statistiques varient en fonction de la somme versée. Les familles qui reçoivent la somme maximale, soit les familles à faible revenu, préfèrent le dépôt direct et le paiement mensuel. Ainsi, 83 % des familles qui reçoivent la somme maximale optent pour le dépôt direct, et 42 % demandent le paiement mensuel. À l'inverse, les familles qui reçoivent la somme minimale, soit les familles à revenu plus élevé, optent pour le dépôt direct dans une proportion de 57 % (comparativement à 53 % en 2010) et pour le paiement mensuel dans une proportion de 6 %.

Tableau 19
Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille - décembre 2011

	Nombre d'enfants dans la famille				
Âge de l'enfant	**1 enfant**	**2 enfants**	**3 enfants**	**4 enfants ou plus**	**Total**
Moins de 1 an	35 487	31 466	12 206	4 824	83 982
1 an	34 127	33 776	12 905	5 190	85 998
2 ans	25 465	41 250	14 837	6 121	87 673
3 ans	18 222	45 032	17 039	6 651	86 944
4 ans	14 687	43 718	18 681	7 143	84 227
5 ans	12 415	42 132	19 126	7 626	81 298
6 ans	11 422	39 052	19 146	7 564	77 184
7 ans	11 165	37 397	18 427	7 701	74 689
8 ans	11 561	36 587	18 550	7 904	74 601
9 ans	11 841	36 430	17 778	7 906	73 954
10 ans	12 577	36 745	17 993	7 770	75 085
11 ans	13 604	35 966	16 776	7 571	73 917
12 ans	15 169	36 564	16 096	7 016	74 844
13 ans	18 400	36 890	15 239	6 703	77 231
14 ans	23 004	37 243	14 203	6 164	80 613
15 ans	31 926	34 938	12 612	5 516	84 992
16 ans	40 913	31 202	10 728	4 629	87 471
17 ans	44 458	30 836	9 980	4 046	89 320
Total[1]	**386 438**	**667 221**	**282 318**	**118 042**	**1 454 019**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2011.

Presque un enfant sur deux (46 %) vit dans une famille de 2 enfants, et moins de 10 % des enfants vivent dans une famille de 4 enfants ou plus.

Il y a 89 320 enfants de 17 ans au Québec comparativement à 83 982 enfants de moins d'un an. Étant donné que les enfants de 17 ans cesseront de donner droit au PSE au cours de l'année, il faudra une augmentation importante du nombre de naissances ou un solde migratoire fortement positif pour contrer une baisse prévisible du nombre de familles bénéficiaires au Québec. Il faudra aussi un apport considérable de nouvelles familles, car 44 438 familles cesseront d'être bénéficiaires, puisque leur seul enfant a 17 ans.

Le supplément pour enfants handicapés

Tableau 20
Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2011

	Nature du handicap						
					Déficiences		
Sexe et année	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Sous-total	Troubles du développement	Total
Garçons							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	**n. d.**	n. d.	**2 791**
1985	354	740	1 899	2 926	**5 919**	2 194	**8 113**
1990	469	911	2 591	8 932	**12 903**	2 983	**15 886**
1991	484	930	2 578	11 108	**15 100**	3 120	**18 220**
1992	494	920	2 678	12 374	**16 466**	3 496	**19 962**
1993	487	904	2 637	12 030	**16 058**	3 553	**19 611**
1994	495	889	2 515	9 087	**12 986**	4 231	**17 217**
1995	474	861	2 362	6 963	**10 660**	4 629	**15 289**
1996	457	844	2 225	6 086	**9 612**	4 857	**14 469**
1997	438	811	2 170	5 529	**8 948**	5 276	**14 224**
1998	440	789	2 095	5 186	**8 510**	6 033	**14 543**
1999	440	771	2 027	5 016	**8 254**	6 949	**15 203**
2000	439	753	1 995	4 937	**8 124**	7 708	**15 832**
2001	436	732	1 920	4 843	**7 931**	8 413	**16 344**
2002	446	702	1 840	4 657	**7 645**	9 235	**16 880**
2003	464	699	1 801	4 689	**7 653**	10 252	**17 905**
2004	468	674	1 710	4 632	**7 484**	11 569	**19 053**
2005	446	659	1 634	4 647	**7 386**	12 920	**20 306**
2006	428	626	1 566	4 677	**7 297**	14 111	**21 408**
2007	417	562	1 488	4 704	**7 171**	14 929	**22 100**
2008	407	537	1 408	4 827	**7 179**	15 792	**22 971**
2009[1]	404	514	1 349	4 951	**7 218**	16 497	**23 715**
2010[1]	392	515	1 337	5 169	**7 413**	16 808	**24 221**
2011[1]	405	536	1 364	5 705	**8 010**	17 480	**25 490**
Filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	**n. d.**	n. d.	**2 175**
1985	250	630	1 483	2 258	**4 621**	1 474	**6 095**
1990	314	853	2 020	6 190	**9 377**	1 794	**11 171**
1991	318	876	2 044	7 527	**10 765**	1 812	**12 577**
1992	304	858	2 200	8 283	**11 645**	1 882	**13 527**
1993	300	827	2 194	8 153	**11 474**	1 932	**13 406**
1994	299	836	2 153	6 339	**9 627**	2 150	**11 777**
1995	297	817	2 095	5 135	**8 344**	2 373	**10 717**
1996	309	785	2 009	4 564	**7 667**	2 433	**10 100**
1997	293	773	1 886	4 263	**7 215**	2 585	**9 800**
1998	295	762	1 817	4 114	**6 988**	2 876	**9 864**
1999	294	747	1 765	4 034	**6 840**	3 258	**10 098**
2000	295	743	1 698	4 026	**6 762**	3 504	**10 266**
2001	300	725	1 611	3 765	**6 401**	3 949	**10 350**
2002	301	702	1 518	3 830	**6 351**	4 105	**10 456**
2003	311	679	1 454	3 830	**6 274**	4 407	**10 681**
2004	307	648	1 399	3 830	**6 184**	4 737	**10 921**
2005	310	608	1 328	3 850	**6 096**	5 139	**11 235**
2006	309	584	1 270	3 902	**6 065**	5 410	**11 475**
2007	307	537	1 178	3 920	**5 942**	5 589	**11 531**
2008	305	508	1 108	4 019	**5 940**	5 791	**11 731**
2009[1]	299	484	1 066	4 190	**6 039**	5 916	**11 955**
2010[1]	301	484	1 030	4 329	**6 144**	5 945	**12 089**
2011[1]	317	513	1 048	4 806	**6 684**	6 096	**12 780**

1. Données projetées.

Tableau 20 (suite)
Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2011

	Nature du handicap						
					Déficiences	Troubles du	
Sexe et année	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Sous-total	développement	Total
Garçons et filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	**n. d.**	n. d.	**4 966**
1985	604	1 370	3 382	5 184	**10 540**	3 668	**14 208**
1990	783	1 764	4 611	15 122	**22 280**	4 777	**27 057**
1991	802	1 806	4 622	18 635	**25 865**	4 932	**30 797**
1992	798	1 778	4 878	20 657	**28 111**	5 378	**33 489**
1993	787	1 731	4 831	20 183	**27 532**	5 485	**33 017**
1994	794	1 725	4 668	15 426	**22 613**	6 381	**28 994**
1995	771	1 678	4 457	12 098	**19 004**	7 002	**26 006**
1996	766	1 629	4 234	10 650	**17 279**	7 290	**24 569**
1997	731	1 584	4 056	9 792	**16 163**	7 861	**24 024**
1998	735	1 551	3 912	9 300	**15 498**	8 909	**24 407**
1999	734	1 518	3 792	9 050	**15 094**	10 207	**25 301**
2000	734	1 496	3 693	8 963	**14 886**	11 212	**26 098**
2001	736	1 457	3 531	8 608	**14 332**	12 362	**26 694**
2002	747	1 404	3 358	8 487	**13 996**	13 340	**27 336**
2003	775	1 378	3 255	8 519	**13 927**	14 659	**28 586**
2004	775	1 322	3 109	8 462	**13 668**	16 306	**29 974**
2005	756	1 267	2 962	8 497	**13 482**	18 059	**31 541**
2006	737	1 210	2 836	8 579	**13 362**	19 521	**32 883**
2007	724	1 099	2 666	8 624	**13 113**	20 518	**33 631**
2008[1]	712	1 045	2 516	8 846	**13 119**	21 583	**34 702**
2009[1]	703	998	2 415	9 141	**13 257**	22 413	**35 670**
2010[1]	693	999	2 367	9 498	**13 557**	22 753	**36 310**
2011[1]	722	1 049	2 412	10 511	**14 694**	23 576	**38 270**

1. Données projetées.

La tendance à la hausse du nombre d'enfants reconnus handicapés se poursuit en 2011. L'augmentation s'observe principalement dans les cas de troubles du développement, qui sont en progression depuis le début du programme en 1980.

Tableau 21
Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu – décembre 2011

	Revenu familial				
Situation familiale	**Moins de 25 000 $**	**25 000 $ - 49 999 $**	**50 000 $ - 74 999 $**	**75 000 $ ou plus**	**Total**
Familles biparentales					
1 enfant	804	1 340	1 442	2 180	5 766
2 enfants	1 170	2 275	2 525	4 529	10 499
3 enfants	846	1 181	1 063	1 687	4 777
4 enfants ou plus	590	627	404	427	2 048
Total	**3 410**	**5 423**	**5 434**	**8 823**	**23 090**
Familles monoparentales					
1 enfant	2 685	1 170	389	139	4 383
2 enfants	2 387	1 055	418	165	4 025
3 enfants	1 017	254	105	32	1 408
4 enfants ou plus	435	71	22	9	537
Total	**6 524**	**2 550**	**934**	**345**	**10 353**
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	3 489	2 510	1 831	2 319	10 149
2 enfants	3 557	3 330	2 943	4 694	14 524
3 enfants	1 863	1 435	1 168	1 719	6 185
4 enfants ou plus	1 025	698	426	436	2 585
Total[1]	**9 934**	**7 973**	**6 368**	**9 168**	**33 443**

1. Données réelles au 31 décembre 2011.

On compte 33 443 familles ayant au moins un enfant reconnu handicapé, soit 4 % des familles québécoises.

Près de 70 % des familles bénéficiaires du SEH sont biparentales et 54 % ont un revenu inférieur à 50 000 $.

Tableau 22
Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant – décembre 2011

	Âge de l'enfant			
Nature du handicap	**0-4 ans**	**5-11 ans**	**12-17 ans**	**Total**
Déficiences				
Visuelle	135	259	264	658
Auditive	225	369	359	953
Motrice	448	780	964	2 191
Autres déficiences				
Fonction cardiovasculaire	204	76	59	339
Alimentation et digestion	168	365	325	858
Anomalies métaboliques ou héréditaires	363	1 160	1 598	3 121
Anomalies du système nerveux	61	129	131	321
Fonction respiratoire	56	68	51	175
Néoplasies	162	273	243	678
Anomalies du système immunitaire	317	488	248	1 052
Fonctions rénale et urinaire	32	61	61	154
Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	533	584	434	1 551
Autres déficiences et déficiences multiples	791	194	340	1 325
Sous-total	2 687	3 396	3 490	9 572
Total - Déficiences	**3 495**	**4 804**	**5 077**	**13 374**
Troubles du développement				
Retard psychomoteur	510	702	252	1 464
Retard mental et déficiences cognitives	29	1 309	3 225	4 563
Troubles envahissants du développement	585	3 761	2 578	6 923
Troubles du langage	642	4 081	1 835	6 558
Troubles du comportement	10	659	1 045	1 714
Autres/psychoaffectif	3	91	200	294
Total - Troubles du développement	**1 779**	**10 601**	**9 135**	**21 514**
Total[1]	**5 273**	**15 404**	**14 211**	**34 887**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.
1. Données réelles au 31 décembre 2011.

On compte 34 887 enfants reconnus handicapés, soit 2 % des enfants québécois.

Les handicaps des enfants sont majoritairement (62 %) des troubles du développement.

Statistiques régionales

Tableau 23
Répartition régionale des bénéficiaires en décembre 2011 et des sommes totales versées en 2011

	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées k$
Région	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées k$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées k$	
Bas-Saint-Laurent	19 504	33 054	47 710	688	718	1 581	49 291
Saguenay–Lac-Saint-Jean	28 675	48 197	67 328	1 122	1 154	2 574	69 902
Capitale-Nationale	70 662	113 631	147 896	2 345	2 397	5 326	153 221
Mauricie	25 551	41 770	63 401	953	982	2 191	65 592
Estrie	33 117	56 949	83 409	1 400	1 461	3 183	86 592
Montréal	191 013	321 442	496 177	7 337	7 821	17 568	513 745
Outaouais	42 434	69 784	94 190	1 451	1 472	3 308	97 499
Abitibi-Témiscamingue	16 445	28 353	38 626	552	561	1 254	39 881
Côte-Nord	11 190	18 573	25 854	378	389	896	26 750
Nord-du-Québec	6 212	13 143	19 824	166	171	384	20 208
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9 262	14 455	23 178	360	377	852	24 031
Chaudière-Appalaches	44 859	77 453	104 539	1 604	1 666	3 649	108 187
Laval	48 176	81 619	109 546	1 822	1 902	4 205	113 751
Lanaudière	57 183	95 825	133 602	2 559	2 691	5 964	139 566
Laurentides	65 730	109 026	150 382	2 657	2 751	6 064	156 445
Montérégie	169 016	283 788	378 593	7 099	7 409	16 406	394 999
Centre-du-Québec	26 053	45 240	67 521	926	945	2 099	69 621
Hors du Québec	1 002	1 721	1 566	24	26	49	1 615
Total[1]	**866 084**	**1 454 019**	**2 053 342**	**33 443**	**34 887**	**77 554**	**2 130 896**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2011.

Tableau 24
Répartition régionale des bénéficiaires du SAE, selon le nombre d'enfants dans la famille - décembre 2011

	Familles bénéficiaires du PSE				Familles bénéficiaires du SEH			
Région	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	Total	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	Total
Bas-Saint-Laurent	8 822	7 686	2 996	**19 504**	219	299	170	**688**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	12 923	11 504	4 248	**28 675**	342	510	270	**1 122**
Capitale-Nationale	33 590	28 529	8 543	**70 662**	808	1 024	513	**2 345**
Mauricie	12 335	9 878	3 338	**25 551**	313	401	239	**953**
Estrie	14 130	13 272	5 715	**33 117**	376	574	450	**1 400**
Montréal	93 073	70 850	27 090	**191 013**	2 325	3 047	1 965	**7 337**
Outaouais	19 842	16 781	5 811	**42 434**	478	619	354	**1 451**
Abitibi-Témiscamingue	7 252	6 399	2 794	**16 445**	186	208	158	**552**
Côte-Nord	5 458	4 190	1 542	**11 190**	151	150	77	**378**
Nord-du-Québec	2 366	1 949	1 897	**6 212**	34	50	82	**166**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 898	3 410	954	**9 262**	155	138	67	**360**
Chaudière-Appalaches	18 562	19 161	7 136	**44 859**	451	711	442	**1 604**
Laval	21 386	20 111	6 679	**48 176**	548	860	414	**1 822**
Lanaudière	26 157	23 001	8 025	**57 183**	731	1 118	710	**2 559**
Laurentides	29 890	26 911	8 929	**65 730**	755	1 218	684	**2 657**
Montérégie	75 177	69 638	24 201	**169 016**	2 029	3 190	1 880	**7 099**
Centre-du-Québec	10 929	10 635	4 489	**26 053**	243	399	284	**926**
Hors du Québec	465	375	162	**1 002**	5	8	11	**24**
Total[1]	**397 255**	**344 280**	**124 549**	**866 084**	**10 149**	**14 524**	**8 770**	**33 443**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2011.

Tableau 25
Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants - décembre 2011

	Familles avec enfants âgés de				Nombre total d'enfants âgés de			
Région	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total[1]	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total
Bas-Saint-Laurent	7 320	8 973	9 072	**19 504**	9 496	12 094	11 465	**33 054**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 791	13 102	13 256	**28 675**	13 920	17 524	16 753	**48 197**
Capitale-Nationale	27 617	31 344	30 685	**70 662**	35 390	40 373	37 869	**113 631**
Mauricie	9 221	11 327	12 071	**25 551**	11 839	14 860	15 072	**41 770**
Estrie	12 519	15 599	15 214	**33 117**	16 419	20 925	19 605	**56 949**
Montréal	80 687	88 924	80 508	**191 013**	100 936	117 635	102 872	**321 442**
Outaouais	15 880	19 779	19 198	**42 434**	20 135	25 711	23 939	**69 784**
Abitibi-Témiscamingue	6 291	7 585	7 786	**16 445**	8 287	10 194	9 873	**28 353**
Côte-Nord	4 213	5 239	5 267	**11 190**	5 268	6 850	6 455	**18 573**
Nord-du-Québec	3 008	3 504	2 903	**6 212**	3 961	5 143	4 040	**13 143**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 106	4 082	4 531	**9 262**	3 820	5 134	5 501	**14 455**
Chaudière-Appalaches	17 472	20 909	20 049	**44 859**	23 276	28 408	25 769	**77 453**
Laval	17 990	23 006	22 519	**48 176**	22 683	30 408	28 529	**81 619**
Lanaudière	21 673	25 837	26 704	**57 183**	27 900	34 009	33 917	**95 825**
Laurentides	23 423	30 550	30 711	**65 730**	30 133	40 103	38 790	**109 026**
Montérégie	63 191	78 381	77 301	**169 016**	81 562	104 077	98 149	**283 788**
Centre-du-Québec	9 912	12 255	12 046	**26 053**	13 090	16 637	15 513	**45 240**
Hors du Québec	575	475	273	**1 002**	713	645	364	**1 721**
Total[2]	**334 889**	**400 871**	**390 094**	**866 084**	**428 824**	**530 728**	**494 471**	**1 454 019**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. La somme des données individuelles ne correspond pas au total puisqu'une famille ayant plusieurs enfants d'âge différent n'est comptée qu'une fois dans le total.

2. Données réelles au 31 décembre 2011.

Tableau 26
Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap - décembre 2011

	Nature du handicap						
					Déficiences	Troubles du	
Région	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Sous-total	développement	Total
Bas-Saint-Laurent	3	12	58	233	**306**	412	**718**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	22	31	115	389	**557**	597	**1 154**
Capitale-Nationale	30	85	185	853	**1 153**	1 245	**2 397**
Mauricie	24	25	71	268	**388**	594	**982**
Estrie	22	31	88	342	**483**	979	**1 461**
Montréal	151	239	421	1 987	**2 798**	5 024	**7 821**
Outaouais	39	33	96	436	**604**	868	**1 472**
Abitibi-Témiscamingue	14	18	40	199	**271**	290	**561**
Côte-Nord	5	14	34	120	**173**	216	**389**
Nord-du-Québec	8	3	18	53	**82**	89	**171**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8	8	26	113	**155**	222	**377**
Chaudière-Appalaches	26	34	129	554	**743**	923	**1 666**
Laval	47	59	104	517	**727**	1 175	**1 902**
Lanaudière	33	59	149	616	**857**	1 835	**2 691**
Laurentides	45	86	160	784	**1 075**	1 676	**2 751**
Montérégie	155	189	428	1 822	**2 594**	4 817	**7 409**
Centre-du-Québec	27	27	70	285	**409**	536	**945**
Hors du Québec	1	-	1	4	**6**	20	**26**
Total[1]	**658**	**953**	**2 191**	**9 572**	**13 374**	**21 514**	**34 887**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2011.

Tableau 27
Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2011 et des sommes totales versées en 2011

	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			
Région	Nombre de familles n	Nombre d'enfants n	Sommes versées m$	Nombre de familles n	Nombre d'enfants n	Sommes versées m$	Total des sommes versées m$
Bas-Saint-Laurent							
La Matapédia (7)	1 864	3 227	4,9	78	78	0,2	5,1
Matane (8)	2 013	3 194	4,8	74	77	0,2	5,0
La Mitis (9)	1 894	3 332	5,1	77	82	0,2	5,3
Rimouski-Neigette (10)	5 472	8 921	12,0	178	183	0,4	12,4
Les Basques (11)	737	1 295	2,0	28	30	0,1	2,1
Rivière-du-Loup (12)	3 480	5 862	8,0	119	125	0,3	8,3
Témiscouata (13)	1 951	3 517	5,4	70	75	0,2	5,6
Kamouraska (14)	2 093	3 709	5,4	64	69	0,2	5,6
Total	**19 504**	**33 054**	**47,7**	**688**	**718**	**1,6**	**49,3**
Saguenay–Lac-Saint-Jean							
Le Domaine-Du-Roy (91)	3 334	5 824	8,5	121	122	0,3	8,8
Maria-Chapdelaine (92)	2 625	4 632	6,8	93	96	0,2	7,0
Lac-Saint-Jean-Est (93)	5 591	9 666	13,3	228	240	0,5	13,9
Saguenay (941)	14 832	24 075	32,9	601	611	1,4	34,3
Le Fjord-du-Saguenay (942)	2 293	4 000	5,8	79	85	0,2	6,0
Total	**28 675**	**48 197**	**67,3**	**1 122**	**1 154**	**2,6**	**69,9**
Capitale-Nationale							
Charlevoix-Est (15)	1 563	2 567	3,8	56	56	0,1	3,9
Charlevoix (16)	1 234	2 039	2,8	48	52	0,1	2,9
L'Île-d'Orléans (20)	625	1 062	1,3	22	21	0,0	1,4
La Côte-de-Beaupré (21)	3 016	4 961	6,2	95	101	0,2	6,4
La Jacques-Cartier (22)	5 297	8 981	10,0	160	159	0,4	10,4
Québec (23)	53 760	85 389	112,0	1 797	1 827	4,1	116,1
Portneuf (34)	5 167	8 633	11,7	167	182	0,4	12,1
Total	**70 662**	**113 631**	**147,9**	**2 345**	**2 397**	**5,3**	**153,2**
Mauricie							
Mékinac (35)	1 054	1 793	2,8	36	38	0,1	2,9
Shawinigan (36)	4 409	6 960	11,4	198	203	0,5	11,9
Maskinongé (51)	3 521	5 848	9,0	114	119	0,3	9,2
La Tuque (90)	1 672	3 118	5,0	44	45	0,1	5,1
Trois-Rivières (371)	13 050	20 906	30,5	480	497	1,1	31,6
Les Chenaux (372)	1 845	3 146	4,7	81	80	0,2	4,9
Total	**25 551**	**41 770**	**63,4**	**953**	**982**	**2,2**	**65,6**
Estrie							
Le Granit (30)	2 258	4 054	6,1	85	90	0,2	6,3
Les Sources (40)	1 464	2 704	4,3	60	66	0,1	4,5
Le Haut-Saint-Francois (41)	2 377	4 313	6,7	107	114	0,2	6,9
Le Val-Saint-Francois (42)	3 370	5 890	8,4	153	154	0,3	8,7
Sherbrooke (43)	16 746	27 927	39,8	712	751	1,6	41,4
Coaticook (44)	2 101	3 869	5,9	86	96	0,2	6,2
Memphrémagog (45)	4 801	8 193	12,2	197	193	0,4	12,6
Total	**33 117**	**56 949**	**83,4**	**1 400**	**1 461**	**3,2**	**86,6**
Montréal							
Montréal (66)	**191 013**	**321 442**	**496,2**	**7 337**	**7 821**	**17,6**	**513,7**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 27 (suite)
Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2011 et des sommes totales versées en 2011

	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			
Région	Nombre de familles n	Nombre d'enfants n	Sommes versées m$	Nombre de familles n	Nombre d'enfants n	Sommes versées m$	Total des sommes versées m$
Outaouais							
Papineau (80)	2 096	3 485	5,7	89	94	0,2	5,9
Gatineau (81)	31 031	50 569	67,3	1 033	1 043	2,3	69,6
Les Collines-de-l'Outaouais (82)	5 728	9 673	10,9	174	180	0,4	11,4
La Vallée-de-la-Gatineau (83)	2 136	3 502	6,3	76	73	0,2	6,5
Pontiac (84)	1 443	2 555	3,9	79	83	0,2	4,1
Total	**42 434**	**69 784**	**94,2**	**1 451**	**1 472**	**3,3**	**97,5**
Abitibi-Témiscamingue							
Témiscamingue (85)	1 863	3 274	4,9	68	71	0,2	5,0
Rouyn-Noranda (86)	4 636	7 670	10,0	173	171	0,4	10,4
Abitibi-Ouest (87)	2 294	4 040	5,5	80	82	0,2	5,7
Abitibi (88)	2 805	4 902	6,6	66	68	0,2	6,8
La Vallée-de-l'Or (89)	4 847	8 468	11,6	165	169	0,4	12,0
Total	**16 445**	**28 353**	**38,6**	**552**	**561**	**1,3**	**39,9**
Côte-Nord							
La Haute-Côte-Nord (95)	1 149	1 857	2,9	42	43	0,1	3,0
Manicouagan (96)	3 623	5 740	8,0	158	163	0,4	8,3
Sept-Rivières (971)	4 341	7 341	9,7	133	138	0,3	10,0
Caniapiscau (972)	580	1 055	1,4	15	15	0,0	1,4
Minganie (981)	809	1 386	2,0	15	15	0,0	2,0
Golfe-du-Saint-Laurent (982)	688	1 195	2,0	15	15	0,0	2,0
Total	**11 190**	**18 573**	**25,9**	**378**	**389**	**0,9**	**26,8**
Nord-du-Québec							
Jamésie (991)	1 664	2 913	3,7	55	56	0,1	3,9
Kativik (992)	1 937	4 177	6,7	41	42	0,1	6,8
Eeyou Istchee (993)	2 611	6 053	9,4	70	73	0,2	9,6
Total	**6 212**	**13 143**	**19,8**	**166**	**171**	**0,4**	**20,2**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine							
Les Îles-de-la-Madeleine (1)	1 287	1 889	2,8	48	48	0,1	2,9
Le Rocher-Percé (2)	1 732	2 584	4,6	77	79	0,2	4,8
La Côte-de-Gaspé (3)	1 784	2 734	4,0	54	55	0,1	4,2
La Haute-Gaspésie (4)	1 081	1 716	2,9	39	44	0,1	3,0
Bonaventure (5)	1 752	2 819	4,4	77	81	0,2	4,5
Avignon (6)	1 626	2 714	4,5	65	70	0,2	4,6
Total	**9 262**	**14 455**	**23,2**	**360**	**377**	**0,9**	**24,0**
Chaudière-Appalaches							
L'Islet (17)	1 721	3 021	4,6	62	66	0,1	4,7
Montmagny (18)	2 149	3 695	5,6	87	93	0,2	5,8
Bellechasse (19)	3 747	6 694	9,2	154	168	0,4	9,6
La Nouvelle-Beauce (26)	4 155	7 374	9,6	147	152	0,3	10,0
Robert-Cliche (27)	2 049	3 755	5,4	88	87	0,2	5,6
Les Etchemins (28)	1 763	3 194	4,4	69	73	0,1	4,5
Beauce-Sartigan (29)	5 622	9 746	14,5	217	228	0,5	15,0
Les Appalaches (31)	3 874	6 691	10,1	110	115	0,2	10,4
Lotbinière (33)	3 341	5 967	8,6	119	125	0,3	8,9
Lévis (251)	16 438	27 318	32,5	551	560	1,3	33,8
Total	**44 859**	**77 453**	**104,5**	**1 604**	**1 666**	**3,6**	**108,2**
Laval							
Laval (65)	**48 176**	**81 619**	**109,5**	**1 822**	**1 902**	**4,2**	**113,8**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 27 (suite)
Répartition des bénéficiaires par région administrative et mrc en décembre 2011 et des sommes totales versées en 2011

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées	
	n	n	m$	n	n	m$	m$
Lanaudière							
D'Autray (52)	4 576	7 773	12,1	234	246	0,6	12,7
L'Assomption (60)	14 766	24 295	31,7	679	710	1,6	33,2
Joliette (61)	6 690	11 054	16,5	318	326	0,7	17,2
Matawinie (62)	4 658	8 043	13,4	208	217	0,5	13,9
Montcalm (63)	5 879	10 055	15,6	273	295	0,7	16,3
Les Moulins (64)	20 614	34 607	44,3	847	897	2,0	46,3
Total	**57 183**	**95 825**	**133,6**	**2 559**	**2 691**	**6,0**	**139,6**
Laurentides							
Deux-Montagnes (72)	12 045	19 764	26,3	522	551	1,2	27,5
Thérèse-De Blainville (73)	19 885	33 881	42,0	781	797	1,8	43,8
Mirabel (74)	6 295	10 714	13,8	278	290	0,6	14,4
La Rivière-du-Nord (75)	13 376	21 793	31,5	527	539	1,1	32,6
Argenteuil (76)	3 186	5 246	8,7	138	147	0,3	9,0
Les Pays-d'en-Haut (77)	3 329	5 281	7,9	99	102	0,2	8,2
Les Laurentides (78)	4 292	6 910	11,3	164	171	0,4	11,7
Antoine-Labelle (79)	3 322	5 439	8,8	148	155	0,3	9,2
Total	**65 730**	**109 026**	**150,4**	**2 657**	**2 751**	**6,1**	**156,4**
Montérégie							
Brome-Missisquoi (46)	5 722	9 961	13,0	223	229	0,5	13,5
La Haute-Yamaska (47)	9 604	16 288	25,6	502	529	1,2	26,8
Acton (48)	1 718	3 064	4,4	101	117	0,2	4,6
Pierre-De Saurel (53)	4 511	7 385	10,9	211	227	0,5	11,4
Les Maskoutains (54)	9 433	16 097	23,3	458	467	1,0	24,4
Rouville (55)	4 167	7 088	9,9	149	157	0,3	10,2
Le Haut-Richelieu (56)	13 280	22 124	31,0	575	610	1,3	32,4
La Vallée-du-Richelieu (57)	15 292	25 815	29,6	559	565	1,2	30,8
Longueuil (58)	43 075	70 780	96,0	1 767	1 829	4,1	100,1
Lajemmerais (59)	10 162	17 021	19,3	385	397	0,9	20,2
Rousillon (67)	21 959	36 937	46,9	943	970	2,2	49,1
Les Jardins-de-Napierville (68)	3 099	5 422	7,7	148	158	0,4	8,1
Le Haut-Saint-Laurent (69)	2 452	4 407	7,5	115	130	0,3	7,8
Beauharnois-Salaberry (70)	6 372	10 329	15,6	310	340	0,7	16,4
Vaudreuil-Soulanges (71)	18 170	31 073	37,7	653	688	1,5	39,2
Total	**169 016**	**283 788**	**378,6**	**7 099**	**7 409**	**16,4**	**395,0**
Centre-du-Québec							
L'Érable (32)	2 474	4 473	6,8	94	95	0,2	7,0
Bécancour (38)	2 081	3 638	5,3	73	80	0,2	5,5
Arthabaska (39)	7 749	13 502	19,6	252	257	0,5	20,1
Drummond (49)	11 388	19 451	29,4	431	436	1,0	30,4
Nicolet-Yamaska (50)	2 361	4 177	6,4	76	78	0,2	6,6
Total	**26 053**	**45 240**	**67,5**	**926**	**945**	**2,1**	**69,6**
Hors du Québec							
Hors du Québec	**1 002**	**1 721**	**1,6**	**24**	**26**	**0,0**	**1,6**
Grand total	**866 084**	**1 454 019**	**2 053,3**	**33 443**	**34 887**	**77,6**	**2 130,9**

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.